



Résister !

Referat von Christian Levrat, Präsident SP Schweiz Discours de Christian Levrat, président du PS Suisse

*Es gilt das gesprochene Wort.
Seules les paroles prononcées font foi.*

Chers et chères camarades,

Les élections ont eu lieu il y a six mois ; et je vois encore les sourires amusés de certains lorsque, durant la campagne, je parlais des conséquences d'une victoire de la droite : démantèlement de nos retraites, cadeaux fiscaux massifs aux actionnaires, renforcement du poids des assureurs maladie. Je les vois encore ces sourires entendus, ceux qui pensaient pour eux – mais tellement fort que tout le monde comprenait – :

« voilà, la vieille rengaine de la gauche »

ou encore, agacés ou amusés selon les camps :

« ça recommence, ce Levrat il ne peut pas s'empêcher d'exagérer. Il dramatise ».

Six mois : l'heure d'un premier bilan. Et il est malheureusement clair. Chacun peut le constater, d'autant plus facilement que la nouvelle majorité en place ne s'embarrasse pas trop à camoufler sa politique. En six mois, UDC et radicaux sont parvenus à augmenter les crédits de l'armée, de l'agriculture et des routes. Et à baisser en parallèle ceux de la formation, de l'aide au développement et celui dévolu aux subventions des primes d'assurance-maladie ; à nous annoncer de nouvelles coupes claires dans les budgets sociaux, afin de financer les cadeaux fiscaux à hauteur de plusieurs milliards qu'ils s'approprient à faire dans la réforme de l'imposition des entreprises.

Il n'y a, camarades, pas de quoi s'étouffer de rage. Nous le savions, nous l'avions dit. C'est tout simplement la traduction, en chiffres, dans les budgets et les politiques publiques, des priorités de la droite. Nous devons prendre acte... et résister.

Résister oui, parce qu'il est incompréhensible que le Conseil fédéral et le parlement augmentent de 300 millions le budget de l'armée, à 5 milliards par an, alors que ses missions ne sont toujours pas définies clairement ! L'armée doit faire mieux avec moi. Et dans « la meilleure armée du monde », il y a encore de la marge. L'armée vient de suspendre l'acquisition de nouvelles armes anti-aériennes, les 700 millions affectés à ce projet sont donc libres pour d'autres acquisitions. Mais le Conseil fédéral est aujourd'hui incapable de nous dire à quoi pourraient bien servir ces 700 millions. Il n'a pas la moindre idée de ce qu'il conviendrait de faire des 300 millions supplémentaires qu'il entend affecter à la défense nationale. La droite

s'en moque. Elle veut satisfaire sa clientèle, montrer qu'elle soutient l'armée, aligner des noix sur un bâton à coup de millions, donner à l'industrie de l'armement les mandats qu'elle réclame. Au détriment de l'aide au développement et des enfants que nous pourrions sauver de la misère.

Résister oui, parce que nous sommes vraisemblablement le seul état du monde où le ministre des finances, en plein scandale des « *Panama papers* », prend la parole pour défendre la création de sociétés « *offshore* », pour expliquer dans la grande presse populaire qu'il est « normal que les riches disposent de certaines possibilités pour minimiser leurs impôts ». Tous ses collègues se sont annoncés pour dire combien la fraude fiscale était immorale ; pour rappeler que, lorsque les plus aisés échappent à l'impôt, ce sont les contribuables normaux qui portent leur part, que pour chaque millionnaire qui triche le fisc compense avec son voisin. Pour tracer aussi la voie : lutter contre la fraude, interdire les sociétés écrans, rendre le monde fiscal plus transparent. Pas chez nous : Ueli Maurer récite l'évangile des tricheurs et ne trouve pas nécessaire de durcir la loi. Il a choisi son camp, et ce n'est pas celui du peuple. Il a ses loyautés, et elles ne sont pas dans les rues de nos villes - ou alors à la Bahnhofstrasse ou à la rue du Rhône. Que les choses soient claires : nous attendons du ministre des finances qu'il fasse son travail, qu'il combatte la fraude fiscale avec la dernière énergie, qu'il fasse rentrer les impôts, selon les lois voulues par le peuple suisse. Pas qu'il fasse preuve de compréhension avec les riches tricheurs. Il ne s'agit plus de jouer au petit soldat en poussant des camions militaires. Il devrait être ministre des finances et nous attendons qu'il le soit, ou qu'il renonce et transmette, par exemple à Simonetta Sommaruga, la charge de lutte contre les tricheurs. Finalement, le droit pénal relève du DFJP.

Résister parce que nous le devons à nos électrices et électeurs. Nous sommes le parti de l'AVS. Aucune réforme sérieuse dans le domaine des assurances sociales ne pourra se faire contre nous. Or, aucune autre question politique ne montre plus clairement les conséquences des dernières élections. Avant octobre 2015, nous avions une réforme des retraites qui permettait d'espérer non seulement moderniser notre système de prévoyance, mais pour la première fois depuis 20 ans, augmenter les rentes AVS. Aujourd'hui après six mois, il semblerait que les commissions compétentes du Conseil national aient tracé une ligne : celle de l'USAM de Jean-François Rime. Augmenter à 67 ans l'âge de la retraite. Alors nous aussi soyons clairs : si ce n'est pas corrigé, nous irons au référendum. Nous gagnerons ce référendum... et les élections qui suivront. Parce que la droite aura montré son vrai visage, son vrai programme.

Résister, parce que nous ne pouvons pas admettre le laisser faire qui règne en matière de politique économique. Nous ne pouvons pas regarder notre industrie s'affaiblir, semaine après semaine, sous la double contrainte du franc fort et de la révolution digitale. Johan Schneider-Ammann... non, je ne parlerai pas de ses discours... et ne songe d'ailleurs pas à le critiquer, il est bien trop susceptible pour cela... et je ne tiens pas à me faire encore une fois remettre à l'ordre.

Donc, je vais louer sa clarté. Contre la crise du franc, il affiche sa détermination... à ne pas intervenir. Il le dit et le répète à longueur d'entretiens, la « Suisse ne veut pas d'une politique industrielle ». Pour les banques oui, là on l'a fait. Confrontées à une double crise elles-aussi, le choc financier de 2008 et l'abandon du secret bancaire, elles ont vu le monde politique aux petits soins. Nous avons siégé au parlement parfois jusqu'à 2 heures du matin pour débloquer des milliards afin d'éviter une faillite, pour élaborer une stratégie pour la place financière, pour

réglé dans l'urgence leurs difficultés avec le fisc américain. Pour les banques oui ; pour l'industrie non. C'est une erreur dramatique, et la passivité du Conseil fédéral va nous coûter très cher à tous. Ce n'est pas ici, dans le canton qui connaît le plus fort taux de chômage, dans ce qui fut un des fleurons de l'industrie helvétique, que je dois le rappeler.

Résister encore et toujours, lorsque nos adversaires vident les caisses de l'Etat pour faire des cadeaux fiscaux massifs aux entreprises et à leurs actionnaires dans le cadre de la 3^e réforme de l'imposition des entreprises. Comment voulez-vous expliquer à un salarié qui paie ses impôts jusqu'au dernier franc que son voisin, actionnaire suffisamment riche, n'est taxé sur les dividendes qu'il perçoit qu'à 50%. Et que l'entreprise qu'il possède va recevoir un rabais massif d'impôts. Dans les cas où une entreprise utilise au mieux les différents rabais fiscaux que la droite lui a concocté, elle ne paiera que 3% d'impôts (un impôt de 15 % en moyenne sur un socle minimal de 20% du bénéfice). 3% pour les grandes entreprises du pays, cinq ou dix fois plus pour nous tous. Ca n'est pas juste. D'autant moins s'il faut pour ceci couper dans la formation ou le social pour compenser les quelques 1,5 milliard que coûte la réforme. Nous avons pourtant montré, dans le canton de Vaud, qu'il était possible de faire autrement. Qu'il était possible d'abroger les statuts spéciaux dont disposent les grandes sociétés tout en renforçant les droits sociaux, par compensation. Nous avons montré que la gauche était prête au compromis, qu'une solution pouvait être trouvée. Et nous avons trouvé porte close : la droite sur le plan national est trop idéologisée pour envisager une compensation, que ce soit sous l'angle de recettes supplémentaires ou de mesures sociales. La droite veut l'affrontement, elle le trouvera. Camarades, nous allons vous proposer d'aller au référendum. Nous déciderons lors de notre prochaine Assemblée des délégué-e-s en juin de son lancement, et dès l'été, nous récolterons les signatures nécessaires pour donner au peuple la possibilité de tirer le frein à main.

Résister donc : contre l'injustice fiscale et les tricheurs, contre l'augmentation de l'âge de la retraite, contre l'extension des horaires d'ouverture des commerces dans toute la Suisse, contre des dépenses militaires inconsidérées, contre les coupes dans la formation et l'aide au développement. La législature est lancée. Six mois ont suffi pour dresser les grandes lignes des affrontements des années à venir. Nous allons tenir notre rôle et faire front. Pas pour le parti. Mais pour les centaines de milliers de Suissesses et de Suisses qui nous ont fait confiance pour construire une société plus juste, plus solidaire et plus ouverte. Je compte sur vous et vous pouvez compter sur nous.

* * *

Résister - Widerstand, Widerstand und nochmals Widerstand – aber das alleine reicht nicht. Unser Land steht vor Problemen, die Lösungen erfordern, egal wie die politischen Mehrheiten sind. Probleme, bei welchen Stillstand und Nichtstun keine Optionen sind. Es ist symptomatisch, dass sich die bürgerliche Mitte genau in diesen Fragen vom „bürgerlichen Schulterchluss“ verabschiedet. Stattdessen suchen sie das Bündnis mit der SP, um aus dem Schlamassel herauszufinden. Das ist der Fall beim Asylgesetz und ich bin froh, dass sich die SP hinter die Vorlage von Simonetta Sommaruga stellt. Zum ersten Mal seit 20 Jahren haben wir eine Asylreform, die nicht Verschärfungen bringt – und das ist unser Verdienst. Es ist aber auch der Fall bei der Europafrage, über die wir jetzt gleich diskutieren werden. Die Ausgangslage ist bekannt, und unsere Positionen und Prinzipien sind es ebenso: Wir sind langfristig für den Beitritt der Schweiz zur EU und unsere Antwort auf die Skepsis in der Bevölkerung ist der

Ausbau der flankierenden Massnahmen. Diese Positionen wurden zig Mal diskutiert und bekräftigt. Aber sie reichen nicht mehr aus. Wir müssen heute zusätzliche und vor allem sehr konkrete Antworten auf die Fragen unserer Zeit liefern.

Ich konnte in liberalen Medien (also in der NZZ) oder in den nationalkonservativen Medien (also in der BAZ von Christoph Blocher) lesen, wir wären nicht klar, wir würden uns gar widersprechen. Einige von euch haben sich sogar instrumentalisiert lassen und das gleiche Lied angestimmt. Also, antworten wir einmal ganz konkret auf die wichtigsten Fragen:

1. „Unterstützen Sie bei der Umsetzung des Artikels 121a die einseitige Schutzklausel des Bundesrates?“ Die Antwort ist Nein, auf keinen Fall. Und wir sind die einzigen, die es so klar sagen. Ok, seit letzter Woche sagen es die Kantone auch. Aber fragt die anderen Parteien: Die CVP wird antworten „Ja, aber ...“, die FDP „Nein, ausser ...“, und die SVP? Man weiss es nicht. Einmal wollen sie Kontingente und Höchstzahlen, am nächsten Tag soll dann plötzlich ein Inländervorrang ausreichen. Schaumschläger und Slalomfahrer sind das!
2. „Sind Sie für eine einvernehmliche Schutzklausel oder eine andere Lösung, die mit der EU ausgehandelt wurde?“ Die Antwort ist Ja.
3. „Sind Sie für einen Ausbau der flankierenden Massnahmen?“ Die Antwort ist Ja.
4. „Sind Sie für ein institutionelles Abkommen mit der EU?“ Die Antwort ist Ja, solange er die flankierenden Massnahmen nicht in Frage stellt.
5. „Sind Sie der Meinung, dass die Bilateralen in der heutigen Form eine dauerhafte Lösung sind?“ Die Antwort ist Nein. Man kann unmöglich glauben, dass 120 verschiedene Abkommen, selbst wenn sie durch ein institutionelles Abkommen zusammengehalten werden, unsere Beziehungen mit der EU dauerhaft und stabil regeln können. Das heutige Spiel, in dem die nationale Rechte jedes Mal ein neues Abkommen angreift und damit das ganze bilaterale Gebäude gefährdet, ist zu gefährlich.
6. „Welche Lösungen dann?“ Die Antwort: Ein EWR 2.0. Im Klartext: Ein einziges multilaterales Abkommen, die auf stabile Art und Weise unsere Beziehungen mit der EU regelt. Die genauen Umriss dieses Abkommens müssen zum heutigen Zeitpunkt logischerweise offen bleiben. Wir werden das mit unseren europäischen Partnern aushandeln müssen. Und ausserdem kann niemand vorhersehen, wie sich die EU entwickeln wird.
7. „Sind Sie langfristig für einen Beitritt zur EU?“ Die Antwort ist Ja.

Das ist die Roadmap, der Fahrplan, der Wegweiser, den wir euch heute unterbreiten. Viel klarer kann man nicht sein. Unsere politischen Gegner – oder unsere Partner, je nachdem – haben nur schon Mühe, die erste dieser Fragen zu beantworten. Wir zeichnen heute eine „Roadmap“ für die nächsten Jahre. Ein Raster, das es der Partei ermöglicht, sich in den Windungen der Tagespolitik zurechtzufinden. Meine liebe NZZ sollte uns dankbar sein: Wir sind die Einzi-

gen, die wenigstens ein klein wenig über den kurzfristigen Horizont –über den Tellerrand hinaus– blicken. Die anderen schaffen es nicht, sich klar zur Umsetzung der Einwanderungsinitiative zu positionieren. Sie fallen in Ohnmacht, wenn man über ein institutionelles Abkommen spricht. Für sie ist ein solches Abkommen die letzte und nicht mehr zu überwindende Etappe der europäischen Integration.

Das sehen wir anders. Zwischen einem institutionellen Abkommen und dem Vollbeitritt, der angesichts der Kräfteverhältnisse unrealistisch ist, brauchen wir einen zusätzlichen Zwischenschritt. Ein Zwischenschritt um zu verhindern, dass die Schweiz in einen vierten Kreis katapultiert wird. Im ersten Kreis die Euroländer, im zweiten die EU-Länder ohne Euro, danach die EWR-Länder – und dann erst die Schweiz, knapp hinter der Ukraine und der Türkei. Ich zitiere schon mal Napoleon, der gesagt hat: „Jeder Staat macht die Politik, die seine Geographie erfordert / *Tout état fait la politique de sa géographie*“. Oder sagen wir, er müsste sie machen. Und unsere Geographie zwingt uns nun mal dazu, gegenüber der EU eine andere Politik zu verfolgen als die Ukraine oder die Türkei. Ich bin überzeugt davon, und darum müssen wir uns jetzt aus der Sackgasse befreien, in die uns die Einwanderungsinitiative der SVP geführt hat. Und deshalb müssen wir jetzt eine glaubwürdige und realistische Alternative vorschlagen, mit der wir einen Schritt über das Stadium der Bilateralen hinaus machen können. Und genau das schlagen wir euch vor. Es ist kein endgültiges Rezept, wir haben keinen Beitrittsvertrag zum EWR 2.0, der erst noch entstehen muss, verfasst. Aber es ist eine Landkarte, ein Wegweiser, und in der heutigen Zeit ist das schon viel wert.

Genossinnen und Genossen,

Ich darf schliessen mit Glückwünschen. Zuerst: Helmut Hubacher hat gestern seinen 90. Geburtstag gefeiert! „Die Energie, die wir brauchen, holen wir aus dem Strom, gegen den wir schwimmen“. Ihr kennt den Ausdruck von Helmut und er zeigt perfekt die Energie, die unser ehemaliger Präsident noch heute ausstrahlt. Ich habe ihn immer dafür bewundert, wie er sich der Kritik gestellt hat, auch der parteiinternen Kritik. Er hatte schon 1975 begriffen, als er Präsident wurde, dass sich die Partei für Frauen und für den so genannten „Mittelstand“ öffnen muss. Ihm war aber auch klar, dass die Vielfalt unserer Bewegung aus dem Kampf der Ideen kommt, aus unserer Fähigkeit zu debattieren, unter uns, kontradiktorisch und manchmal engagiert wie vorhin. Aber auch unsere Fähigkeit, sich danach zu einigen und sich dann gemeinsam unseren politischen Gegner zu stellen.

Und manchmal gewinnen wir diesen politischen Kampf. Ich möchte zum Schluss auf einen sehr schönen Wahlsieg eingehen, den wir vor kurzem feiern durften. Nein, ich meine nicht das stalinistische Ergebnis der Lausanner Linken bei den letzten Kommunalwahlen. Natürlich hat es mich gefreut, aber ich habe es auch ein wenig erwartet. Ich meine auch nicht den Sieg meiner Fribourger Genossen am gleichen Wochenende. Das habe ich zwar nicht wirklich erwartet, aber man soll bescheiden bleiben. Nein, natürlich meine ich die Wahl von Dimitri Morretti in die Regierung des Kantons Uri.

Über Wochen hinweg habe ich alle Interviews abgelehnt, in denen ich schon im Voraus erklären sollte, warum die SP ihren letzten Regierungssitz in der Innerschweiz verliert. Die Journalisten haben das offenbar für sicher erachtet. Über Wochen hinweg habe ich wiederholt, dass wir diesen Sitz verteidigen werden, dass es nicht gut ist für die Innerschweiz, wenn nur Kon-

servative in den Regierungen sitzen, dass der fortschrittliche Teil der Bevölkerung auch in dieser Region vertreten werden muss. Und über Wochen hinweg habe ich beobachtet, wie Dimitri seine Kampagne geführt hat, auf den Strassen, bei den Leuten, mit einem gewaltigen Engagement. Und darum: Bravo Dimitri für deinen grossartigen Erfolg! Er war nötig, für deine Region, für die Schweiz und für unsere Partei. Und dein Erfolg ist das beste Vorzeichen für die politischen Kämpfe, die auf uns warten.